

| Note de synthèse

Groupe de Travail I MENA-OCDE
sur la Fonction Publique et l'Intégrité

L'intégrité du secteur public en temps de crise

 Jeudi, 23 juillet 2020 | 10h45 – 12h15 l'heure de Paris, via Zoom



MENA-OECD
Governance Programme Centre



 SNA *Presidenza del Consiglio dei Ministri*
Scuola Nazionale dell'Amministrazione



Contexte et objectifs de la réunion

La crise du COVID-19 a un impact considérable sur tous les pays dans des domaines tels que la santé publique, l'emploi, la croissance économique et la protection sociale. Cette crise exige des actions urgentes de la part des gouvernements, et il peut parfois être difficile d'allier réactivité, d'une part, et revabilité, transparence et intégrité, de l'autre. Les crises passées ont montré que les situations d'urgence et les interventions rapides qui s'ensuivent créent des possibilités de violation de l'intégrité, les systèmes de contrôle de base étant suspendus ou contournés, ce qui peut entraîner une augmentation des niveaux de gaspillage d'argent public, de mauvaise gestion et de corruption à un moment où les ressources sont déjà sous pression.

Les premières conclusions de la crise actuelle montrent déjà qu'il existe, par exemple, des cas d'attribution de contrats d'équipement de protection individuelle à des entreprises douteuses, de fraude sur les prix de médicaments et d'équipements de santé essentiels, de médecins stockant des traitements pour leurs amis et leur famille ou de divers types de fraude en ligne, entre autres.

En outre, alors que les gouvernements passent de la lutte contre la crise immédiate à la relance économique, les violations de l'intégrité pourraient continuer à augmenter et à saper les efforts de relance. Il est donc impératif que les garanties fondamentales de l'intégrité publique ne soient pas affaiblies ou négligées, tant dans la réponse immédiate que dans la reprise, et à plus long terme de COVID-19. Des mesures à court et à long terme sont nécessaires pour faire face à ces risques, en se concentrant notamment sur les stratégies de passation de marchés, les ressources des fonctions d'audit interne, les outils numériques, l'accès à l'information et la gestion des risques.

Dans ce contexte, le webinaire, organisé par le Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance et le Centre de formation MENA-OCDE de Caserte, a présenté [la note de l'OCDE sur l'intégrité publique](#)

[et le COVID-19](#). Ce fut également l'occasion pour les fonctionnaires, les décideurs politiques, les agences multilatérales, les experts et les partenaires internationaux présents d'identifier les principales recommandations et leçons apprises sur l'élaboration des politiques en temps de crise, notamment à l'égard des défis à l'intégrité du secteur public. L'objectif principal du webinaire était de mettre à jour la note de l'OCDE et de l'enrichir des expériences de la région MENA, de fournir des orientations stratégiques pour le nouveau mandat du programme MENA-OCDE pour la Gouvernance pour 2021-2025 et de compléter les travaux du programme MENA-OCDE pour la Gouvernance concernant l'intégrité du secteur public, la lutte contre la corruption et la réforme de la fonction publique.

Le webinaire a rassemblé plus de 60 participants de 15 pays de la région MENA et de l'OCDE et d'agences multilatérales. Après la présentation de la note de l'OCDE sur l'intégrité publique et le COVID-19, le webinaire a permis un dialogue entre pairs sur l'impact de la pandémie COVID-19 sur l'intégrité du secteur public et un échange des enseignements tirés pour rester en conformité avec les mesures et principes d'intégrité et de lutte contre la corruption en ces temps d'urgence. Le webinaire fut ouvert par S.E. l'Ambassadeur Antonio BERNARDINI, Représentant permanent de l'Italie auprès de l'OCDE et co-président du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance, ainsi que les deux co-présidents du Groupe de Travail sur la Fonction Publique et l'Intégrité, M. Ahmed LAAMOUMRI, Secrétaire général du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration au Maroc, et Mme María Pía JUNQUERA TEMPRANO, Directrice générale de la gouvernance publique en Espagne.

Points clés de la réunion

Les participants ont souligné que :

- La crise COVID-19 a créé des opportunités pour de nombreuses violations de l'intégrité et pourrait intensifier la fraude et la corruption, en particulier dans les marchés publics, les plans de relance économique et les organismes publics ;
- La pandémie du COVID-19 a entraîné l'émergence de nouveaux risques en matière d'intégrité et d'éthique liés, par exemple, à la restriction de la liberté de circulation ou aux demandes abusives de subventions de chômage par les employeurs ;



- Des mesures à court et à long terme sont nécessaires pour faire face à ces risques, en mettant l'accent sur les stratégies de passation de marchés, les ressources des fonctions d'audit interne et les stratégies d'intégrité dans les organismes publics, entre autres. Pour faire face à l'évolution rapide des effets de la crise, l'échange de bonnes pratiques et l'apprentissage entre pairs sont également essentiels ;

- L'adoption d'outils législatifs et de mécanismes institutionnels spécifiques est nécessaire pour s'adapter aux situations d'urgence et garantir le maintien de l'intégrité, de la transparence et du respect de l'État de droit dans le secteur public ;
- Les citoyens devraient être habilités à jouer un rôle de contrôle afin garantir la redevabilité des prestataires de services publics et des institutions responsables ;
- L'audit et la surveillance des organes de décision publics d'urgence à tous les niveaux de gouvernement par des institutions publiques indépendantes sont nécessaires pour une réponse efficace ;
- Les secteurs public et privé doivent disposer de systèmes technologiques et réglementaires solides pour permettre une adaptation rapide en temps de crise, comme le travail à distance ;
- Il est pertinent de faire le point sur les leçons tirées et les expériences récentes en cas de crise.

Prochaines étapes

- La discussion de la réunion fournira des orientations stratégiques au Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance et contribuera au nouveau mandat du Programme pour 2021-2025 afin de pouvoir répondre au mieux aux besoins et priorités respectifs des pays ;
- Les expériences et leçons partagées au cours de la réunion seront intégrées dans une version MENA de la note de l'OCDE sur l'intégrité publique et le COVID-19 ;
- Les délégués ont confirmé leur engagement à poursuivre le dialogue sur l'impact du COVID-19 sur l'intégrité du secteur public et fourniront au groupe de travail des données sur les mesures adoptées pendant la crise.

Pour plus d'information

- [La note de l'OCDE sur l'Intégrité Publique pour une réponse et relance efficace face au COVID-19](#)
- [Le Groupe de Travail MENA-OCDE sur la Fonction Publique et l'Intégrité](#)
- [Recommandation de l'OCDE sur l'Intégrité Publique](#)
- [Recommandation de l'OCDE sur les Marchés Publics](#)



MENA-OECD
Governance Programme Centre

